

Le Burundi sollicite la Tanzanie dans l'arrestation des "putschistes"

@rib News, 17/02/2017 – Source Xinhua Le gouvernement tanzanien a été sollicité vendredi par le gouvernement burundais, pour "collaborer" dans l'arrestation des "putschistes" poursuivis par la justice burundaise qui se trouvent présentement à Arusha (nord de la Tanzanie) pour participer à la session du dialogue interburundais prévue du 16 au 18 février. "Qu'il y ait un accord d'extradition ou pas, un pays donné, peut dans le cadre de l'exercice de sa souveraineté, adresser à un pays tiers et vice versa ; et ce dans le cadre de la coopération judiciaire, une requête pour faire arrêter ses ressortissants poursuivis par la justice, qui se trouvent au-delà de ses frontières nationales".

C'est ce qu'a expliqué dans un entretien téléphonique à Xinhua Bernard Ntahiraja, assistant du ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale (MRECI), Alain-Aimé Nyamitwe. Le gouvernement burundais a adressé cette requête portant sur la collaboration du gouvernement tanzanien pour faire arrêter des individus se trouvant à Arusha pour participer à cette session du dialogue, par le biais de son ambassade à Dar-Es-Salaam. "L'ambassade du Burundi a l'honneur d'informer le ministère tanzanien des Affaires Etrangères et de la Coopération au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la présence à Arusha dans le cadre du dialogue interburundais, de quelques individus ressortissants du Burundi recherchés par la justice", précise un communiqué paraphé par Gervais Habayeho, ambassadeur du Burundi en Tanzanie. Toutefois, le gouvernement burundais s'est gardé de citer nommément ces personnes recherchées par la justice, de même que les formations ou sensibilités politiques auxquelles elles appartiennent. Mercredi dernier, Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement burundais, a invoqué dans un communiqué pour motiver une décision gouvernementale relative à ne pas envoyer de délégués gouvernementaux à Arusha pour participer à cette session, des "irrégularités relevées au niveau de l'organisation", concernant notamment la présence sur la liste des invités à cette session, des "acteurs violents, notamment des putschistes recherchés par la justice burundaise". La veille, Willy Nyamitwe, conseiller principal chargé de la Communication à la présidence de la république burundaise, avait annoncé la couleur en laissant entendre que la présidence de la république burundaise, s'inscrivait en faux contre "certaines tares" au niveau de l'organisation de cette session, au rang desquelles, la présence, sur la liste des invités, des personnes poursuivies par la justice burundaise. L'inclusion dans cette session du dialogue interburundais du conseiller spécial du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le diplomate britanno-marocain Jamal Benomar déjà récusé en octobre 2016 par Bujumbura pour sa qualité de "Chargé de faire un lien" entre l'ONU et le gouvernement burundais, fait partie également des "tares" soulevées par ce conseiller du président Pierre Nkurunziza, en matière de communication.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});